

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 242

Artikel: L'environnement genevois : un bilan politique
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027882>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

● LA TV PAR CABLE A L'ETRANGER (suite)

L'expérience de la cité câblée de la Villeneuve, financée par l'Etat et les collectivités locales, s'inscrit dans une politique globale d'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement, l'éducation et la formation permanente, la vie locale et quotidienne. Préfigure-t-elle l'avenir ? Il est difficile d'évaluer la participation des habitants, il est tôt pour répondre que le besoin de communication est aussi impérieux que celui de consommation.

2. Le projet wallon : à tous les niveaux d'activités

En Belgique, les systèmes de télédistribution permettent déjà la retransmission de presque tous les programmes européens et même britanniques. Mais la diffusion d'émissions locales est encore interdite.

Un projet de développement audiovisuel de la Wallonie a été présenté récemment par le Centre de la Radio-télévision-culture à Liège. Il s'agit d'étendre à toute une région le principe de la ville câblée, d'établir « un système à hautes capacités permettant les échanges bilatéraux et sur lequel chaque Wallon pourrait se brancher comme il se branche sur le téléphone ».

En collaboration étroite avec les Centres de production radio-télévision, le réseau de télédistribution pourrait offrir, à part les programmes nationaux et étrangers de la télévision, des services nouveaux :

- « les programmes TV locaux, permettant aux usagers d'être informés par l'image des événements de leur ville,
- l'organisation et la diffusion d'activités culturelles,
- l'accès dans le cadre d'un réseau bi-sectionnel, à des vidéothèques permettant la constitution de programmes « à la carte »,

— la réception à domicile de nombreux programmes éducatifs et culturels,

— la réception à domicile des offres ou catalogues des commerçants locaux pour un système de télévente. »

Les moyens de communication actuels, téléphone, poste, télex, se verraient améliorés ou transformés grâce à l'apparition de nouveaux modes de transmission.

Ce projet concerne tous les secteurs, tous les niveaux d'activité d'une région : l'Etat, les collectivités locales, les écoles, les administrations, les entreprises, les ménages. La mise en place d'une telle infrastructure de communication à grande capacité pourrait être aussi décisive que les retombées des plus grandes découvertes des siècles passés. Sur le plan des investissements, des conséquences économiques et sociologiques, voire psychologiques : le câblage d'une région ouvre la voie à la circulation des informations, à de nouveaux modes d'échanges.

Expérimentations nécessaires

Un tel projet, vu la nouveauté des techniques, l'audace des applications, l'absence de références, nécessite des études approfondies, des recherches suivies, des expérimentations. Une mission limitée a été confiée pendant deux ans au Centre de Radio-télévision-culture de Liège.

A NOS LECTEURS

Toujours en avance sur l'actualité, DP pense déjà aux cadeaux de Noël... Imaginez-vous contribution plus efficace à une « bonne et heureuse » année 1974 qu'un abonnement à « Domaine Public » ? Nous attendons la liste des personnes à qui vous voulez du bien.

L'environnement genevois : un bilan politique

La seule nouveauté de la campagne électorale genevoise en vue des élections du Grand Conseil (mi-octobre) et du Conseil d'Etat (mi-novembre), c'est l'environnement. La qualité de la vie, ignorée il y a quatre ans, est devenue un thème majeur dans le canton ville du bout du lac, sevré d'espace et de verdure. Du parti libéral au parti du travail, les candidats affichent plus fièrement leur appartenance à l'Institut de la vie ou au World Wildlife Fund qu'aux associations sportives ou de petits commerçants. Côté propagande, le parti démocrate-chrétien a choisi pour slogan numéro 1 : « Améliorer la qualité de la vie ». Pour le parti libéral, « l'environnement est naturellement au programme de tous les partis ; l'important, c'est d'agir... ». Cette manière d'envisager les choses est certainement la bonne ; encore qu'en période électorale, il est plus judicieux de se pencher sur les décisions passées que sur celle que chacun s'engage à prendre ou à faire prendre.

Ici comme ailleurs, cette unanimité en faveur de la défense de l'environnement inquiète. Au-delà des slogans, l'environnement suppose des choix, des arbitrages extrêmement difficiles ; quand il s'agit d'espaces à mettre à la disposition de chacun pour la détente, le libre accès aux rives du lac, par exemple, ne voit-on pas se cabrer le puissant groupe des propriétaires et de leurs alliés. En ville, comment concilier les intérêts de la masse des automobilistes avec la priorité à donner aux transports en commun.

L'étude attentive des quatre ans de la dernière législature montre rapidement l'ampleur des obstacles auxquels on s'est heurté en matière d'amélioration de la qualité de la vie.

La voiture dévoreuse d'espace

C'est en ville que se déroule la majeure partie de la vie des Genevois et seule une amnésie généralisée empêche de voir combien la vie s'y est dété-

riorée ces dix dernières années : l'espace y est petit à petit grignoté par une circulation chaque jour plus intense, polluante, meurtrière et bruyante.

Chacun affirme que la solution se trouve dans le développement des transports en commun, mais la statistique des voyageurs transportés depuis 1965 (voir entrefilet) montre qu'il y a loin de la parole aux actes. La faiblesse de la direction de la CGTE (Compagnie genevoise des transports électriques), le désintérêt total manifesté par le conseiller d'Etat chargé de ce secteur (M. Ruffieux, DC) et la priorité donnée à la circulation privée sous l'impulsion du conseiller d'Etat Schmitt (rad) ont permis le démantèlement du réseau de trams, la subordination du trafic des trolleybus et des bus à celui des automobiles ont enlevé tout attrait à un mode de transport devenu lent et cher.

Un espoir

L'augmentation du budget de la CGTE proposée par les socialistes ayant été refusée, le seul espoir d'amélioration des transports en commun réside dans l'initiative populaire lancée par l'Institut de la vie. Après avoir espéré qu'elle serait déclarée inconstitutionnelle, la majorité (libéraux + radicaux + démo-chrétiens), par l'intermédiaire de trois de ses députés, a couru au secours de la victoire et vient de déposer un projet de loi qui va dans le même sens. Pour l'instant cependant, aucune réalisation concrète !

On ne compte plus en revanche les rues, les ponts élargis, les parkings publics et privés construits pour absorber la circulation automobile privée. On assiste à un véritable quadrillage de la ville qui — la gauche doit maintenant le regretter — a reçu l'appui du représentant socialiste à l'exécutif communal. La création de petites places piétonnières, le début d'interdiction de la circulation en ville sont des entreprises louables mais qui ne peuvent, et de loin, compenser les dégâts commis ailleurs.

Sur ce point, il faut mettre au crédit de la majorité, la nouveauté que constitue la politique d'achat de terrains menée dans le canton et au bord du lac par le conseiller d'Etat libéral Picot et qui pourra dans certains cas aboutir à l'augmentation de l'espace réservé à la détente. On peut cependant craindre pour la poursuite de l'entreprise après le départ de M. Picot (après une seule législature) orchestré par des corréligionnaires plus orthodoxes et emmenés par l'avocat d'affaires Vernet.

A part cela, le bilan est maigre. Terrain négligé par les magistrats qui en ont la charge, l'environnement n'a reçu au législatif que l'appui résolu de la minorité de gauche. Sur quelques points

LE « DÉVELOPPEMENT » DES TRANSPORTS EN COMMUN

	<i>Voyageurs transportés</i>	<i>Population (+ frontaliers)</i>
1965	75 172 218	293 376 (+ 5 432)
1967	73 251 031	308 919 (+ 8 703)
1969	74 402 000	322 755 (+12 738)
1971	73 947 000	329 453 (+20 745)
1972	73 072 000	331 574 (+22 492)

seulement, la majorité s'est ralliée ; un appui qui a permis, par exemple, l'adoption de la loi sur les zones de verdure et la création de l'Office cantonal de la lutte contre le bruit. Quand la gauche a dû ou a voulu provoquer la décision, elle a été battue : libre passage le long des rives du lac, limitation des vols de nuit entre 22 et 6 heures, refus de l'extension de l'aéroport en pleine zone urbaine.

Motions et pétitions

Dans la plupart des cas, faute de pouvoir aboutir, la gauche en est restée aux motions, aux pétitions populaires qui préparent le terrain et les esprits : pistes cyclables, circulation des piétons...

C'est du reste par une sensibilisation de l'opinion que passe la solution du problème : des exemples concrets montreront l'importance et la difficulté des choix à faire ; par la suite, une pression pourra s'exercer sur le pouvoir politique. Il est vrai que dans ce domaine il faut lutter contre la désinformation systématique à laquelle se livre la publicité (et la presse locale, dès que la politique s'en mêle).

Il est à souhaiter que la défense de l'environnement puisse compter sur l'arrivée dans les députations majoritaires de partisans convaincus. A moins — et l'expérience montre que cette crainte n'est pas vaine — qu'ils ne se contentent eux aussi de mots. Il est difficile de concilier l'idéologie libérale majoritaire et la politique de défense des biens et des aménagements collectifs dont l'environnement n'est qu'un volet.

Chili : pour ceux qui refusent de se résigner

Le monde assiste, navré ou satisfait, à l'écrasement de la démocratie au Chili. L'impuissance se résigne : affaires intérieures d'un pays lointain. Deux voies, limitées, d'action demeurent toutefois à ceux qui ne voudraient pas se résigner.

La première est humanitaire. Nos frontières peuvent s'ouvrir pour des réfugiés politiques. Cela a été fait pour des hommes et des femmes, dont le sort appelait la même compréhension, mais avec lesquels nos liens affectifs étaient plus distendus : récemment les Ougandais, jadis des Thibétains. En observant la proportion, c'est deux mille réfugiés chiliens, à supposer que la junte tolère leur émigration, que nous devrions recevoir en Suisse. Nous prenons acte de la volonté d'accueil affirmée par le Conseil fédéral.

L'autre possibilité, politique celle-là, indirecte et lente, passe par l'intermédiaire des sociétés multinationales. Nous reviendrons plus longuement sur ce point, sur la base des thèses de Levinson.